



Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Distr. générale
12 décembre 2012
Français
Original: anglais

Conseil du développement industriel Quarantième session

Compte rendu analytique de la 5^e séance

Tenue au Centre international de Vienne, à Vienne, le jeudi 22 novembre 2012 à 10 heures.

Président: M. Csuday.....(Hongrie)
Par la suite: M. Elamin (Vice-Président).....(Soudan)

Sommaire

<i>Point de l'ordre du jour</i>		<i>Paragraphes</i>
8	Examen des progrès des délibérations du groupe de travail informel	1-26
9	Questions relatives au personnel	27-34
12	Innovation industrielle et capacité de production	35-44
10	Questions relatives aux organisations intergouvernementales, non gouvernementales, gouvernementales et autres.	45-47
14	Ordre du jour provisoire et date de la quarante et unième session	48
-	Présentation des projets de décision.	49-51
3	Rapport annuel du Directeur général sur les activités de l'Organisation pour 2011 (<i>suite</i>)	52-53
4	Rapport du Comité des programmes et des budgets (<i>suite</i>)	54-63
	a) Rapport du Commissaire aux comptes (<i>suite</i>)	54-55

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et/ou être portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser au Chef du Service de la gestion des conférences, bureau D0771.

Conformément au règlement intérieur du Conseil, les rectifications peuvent être soumises dans un délai de sept jours suivant la dernière de ces deux dates, à savoir celle de la réception du compte rendu ou celle de la clôture de la session. Toutes les rectifications apportées aux comptes rendus des séances de la présente session seront rassemblées en un rectificatif unique, qui paraîtra après la clôture de la session.

V.12-57668 (F)



Merci de recycler

	b) Situation financière de l'ONUDI (<i>suite</i>)	56-59
	c) Renforcement des programmes de l'ONUDI au moyen du solde inutilisé des crédits ouverts (<i>suite</i>)	60-61
	d) Mobilisation de ressources financières (<i>suite</i>)	62-63
5	Activités du Groupe de l'évaluation (<i>suite</i>)	64-65
6	Activités du Corps commun d'inspection (<i>suite</i>)	66-67
7	Activités de l'ONUDI dans le domaine de l'environnement et de l'énergie (<i>suite</i>)	68-69
8	Examen des progrès des délibérations du groupe de travail informel (<i>suite</i>)	70-71
9	Questions relatives au personnel (<i>suite</i>)	72-73
10	Questions relatives aux organisations intergouvernementales, non gouvernementales, gouvernementales et autres (<i>suite</i>)	74-75
11	Processus de sélection pour le poste de Directeur général: mise en place d'un forum des candidats (<i>suite</i>)	76-79
12	Innovation industrielle et capacité de production (<i>suite</i>)	80-81
14	Ordre du jour provisoire et date de la quarante et unième session (<i>suite</i>)	82-83
15	Adoption du rapport	84-86
-	Déclaration de la Commissaire chargée du commerce et de l'industrie de l'Union africaine	87-88
-	Clôture de la session	89-90

La séance est ouverte à 10 heures.

Examen des progrès des délibérations du groupe de travail informel (IDB.40/10 et IDB.40/17)

1. **Le Président** appelle l'attention sur les rapports intérimaires des Coprésidents du groupe de travail, publiés sous les cotes IDB.40/10 et IDB.40/17.

2. **M. Roca Rey** (Pérou), s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que le Groupe a activement contribué à l'élaboration des éléments de l'analyse des points forts, points faibles, possibilités offertes et risques entraînés (SWOT) et qu'il attend avec intérêt la prochaine phase du processus, qui devrait permettre d'élaborer une solide stratégie d'avenir pour l'ONUDI. Le Groupe réaffirme que la règle du consensus devrait s'appliquer à toutes les délibérations qui aboutiront aux recommandations finales sur cette stratégie.

3. Les travaux du groupe de travail informel sont déterminants pour le futur de l'ONUDI et permettent aux États Membres de trouver un terrain d'entente et de cerner les limites de l'Organisation. Les conclusions de ces travaux donneront aux États Membres les moyens de construire pour l'ONUDI un nouveau modèle institutionnel qui l'aidera à accomplir son mandat. Cette nouvelle vision, qui devrait être formulée d'ici à la quinzième session de la Conférence générale, en 2013, et prendre en compte les conclusions de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Conférence Rio+20) tenue en 2012, permettra à l'Organisation de se repositionner au sein du système multilatéral et de retrouver son rôle historique.

4. **M. Amadou** (Observateur de Chypre), s'exprimant au nom de l'Union européenne (UE), dit que les questions de gouvernance sont importantes pour l'avenir de l'ONUDI. Le soutien de l'UE dépendra de différents facteurs, comme la capacité, les résultats et l'impact potentiel, ainsi que de principes fondamentaux tels que le respect des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit. L'UE préconise une approche axée sur les résultats comportant des volets de suivi et d'évaluation, qui pourrait contribuer à faire respecter le principe de responsabilité et à assurer la transparence. Elle espère que le groupe de travail informel prendra cette approche en considération. Les conséquences de la

crise économique mondiale appellent un ajustement des activités de l'ONUDI, aux fins duquel des directives pourraient être élaborées dans le cadre du groupe de travail. Ce dernier devrait s'efforcer de formuler des recommandations visant à améliorer l'efficacité de l'Organisation, processus auquel l'UE est disposée à contribuer et qui sera l'occasion pour les candidats au poste de Directeur général de réfléchir aux changements organisationnels nécessaires.

5. **M. Budiman** (Indonésie), s'exprimant au nom du Groupe des États d'Asie et du Pacifique, dit que le groupe de travail informel constitue un important lieu d'échange entre les États Membres et l'Organisation, qui peuvent y discuter de l'avenir de l'ONUDI. Il espère que le groupe de travail pourra produire des résultats tangibles sur lesquels s'appuyer pour rationaliser les priorités et les activités de l'Organisation. Sachant que le groupe de travail a achevé son analyse SWOT, le Groupe des États d'Asie et du Pacifique réfléchit à une stratégie détaillée et ouverte à tous, qui tienne compte des opinions exprimées par chaque État Membre et par chaque groupe.

6. **M. Egwuatu** (Nigéria), s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, dit que les États Membres ont eu la possibilité, lors de l'analyse SWOT, de dresser un diagnostic de l'ONUDI et qu'ils peuvent désormais définir le futur rôle de l'Organisation en tant que moteur du développement durable. Le groupe de travail informel revêt à cet égard une extrême importance. S'il est vrai que l'ONUDI est parvenue à mettre en place des projets de coopération technique en Afrique, des efforts supplémentaires doivent être déployés afin d'intensifier les interventions et d'en accroître les retombées sur les communautés africaines. M. Egwuatu se déclare satisfait des présentations faites dans le cadre du groupe de travail et de la franchise des discussions, et il se réjouit à la perspective de poursuivre le dialogue.

7. **M. Rivera Mora** (Observateur d'El Salvador), s'exprimant au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, dit que ce dernier a participé avec enthousiasme aux travaux du groupe de travail informel et ne doute pas que les États Membres sont en mesure de déterminer les possibilités et ressources futures de l'Organisation, d'enrichir autant que possible son expérience et d'accroître sa visibilité. Ayant identifié les points forts, les points faibles, les

possibilités offertes et les risques entraînés, les États Membres ont pu procéder à une analyse constructive des travaux de l'ONUDI. Cette analyse, conjuguée aux séances d'information préalablement organisées, leur permettra de concevoir une stratégie détaillée. Le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes espère que le groupe de travail présentera un document stratégique susceptible d'être approuvé par la Conférence générale à sa quinzième session et prie instamment les États Membres de poursuivre leurs efforts et d'apporter leur concours aux Coprésidents.

8. **M. Wang Shichun** (Chine) dit que l'analyse SWOT est pratiquement achevée et qu'elle devrait être suivie de discussions plus approfondies entre les États Membres. Les conclusions du groupe de travail informel influenceront grandement sur l'orientation et les objectifs de l'ONUDI à moyen et long terme. Les États Membres devraient adopter une attitude stratégique, pragmatique, dynamique et ferme dans la conduite de leurs travaux à cet égard. La Chine continuera de soutenir le groupe de travail et de contribuer à ses travaux de manière constructive, l'objectif étant que l'ONUDI joue un rôle accru en matière de développement industriel mondial.

9. **M. Marsán** (Cuba) dit que Cuba a participé avec intérêt aux réunions du groupe de travail informel ainsi qu'aux réunions afférentes du Groupe des 77 et de la Chine et du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes. Il remercie le Secrétariat d'avoir organisé des réunions d'information et des présentations, qui ont permis aux États Membres de se faire une meilleure idée des défis et des perspectives d'avenir de l'Organisation. Grâce à l'analyse SWOT, Cuba pourra formuler les recommandations nécessaires pour renforcer durablement le rôle de l'ONUDI dans la promotion et l'accélération du développement industriel durable. Il espère que ce processus aboutira à l'élaboration d'un document stratégique susceptible d'être approuvé par la Conférence générale à sa quinzième session, en 2013.

10. **M. Flores Pinto** (Brésil) dit que le Brésil a participé activement aux travaux du groupe de travail informel et appelle l'attention sur sa contribution, exposée dans le document de séance IDB.40/CRP.10.

11. Dans un rapport qui figure dans le document A/67/223 de l'Organisation des Nations Unies, le Directeur général examine les changements intervenus dans la manière dont la communauté internationale

devrait aborder la question du développement dans l'avenir. La conclusion du rapport est particulièrement intéressante en ce qu'elle appelle l'attention sur le fait que l'aide publique au développement industriel provient avant tout de la coopération Sud-Sud, tandis que l'aide accordée par les partenaires traditionnels reste essentiellement destinée aux domaines public, humanitaire et social. Le rapport met également en avant le fait qu'en matière de développement durable et équitable, le succès dépendra de la réintégration des activités de développement industriel dans celles plus larges de coopération multilatérale.

12. **La Princesse Bajrakitiyabha** (Thaïlande) dit que les activités du groupe de travail informel sont d'une importance capitale et tombent à point nommé. Faisant référence aux résultats de la Conférence Rio+20, elle indique que la Thaïlande attend de l'ONUDI qu'elle joue un rôle actif dans les domaines dans lesquels elle dispose d'un avantage comparatif, l'objectif étant de remplir les objectifs de développement industriel durable.

13. S'agissant de l'énergie et de l'environnement, l'ONUDI devrait s'attacher avant tout à promouvoir le développement de produits novateurs, les technologies de production respectueuses de l'environnement, les économies d'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans l'industrie. La Thaïlande a pris plusieurs mesures en faveur d'une économie verte, dont les principales portaient sur la promotion de l'industrie verte, les villes éco-industrielles, l'utilisation rationnelle de l'énergie industrielle et les technologies de production propres. En mars 2011, le pays a organisé, en coopération avec l'ONUDI, un séminaire intitulé "Gearing toward Eco-industrial Towns: Thailand's Direction and Experiences from Japan and Other Countries" ("Vers des villes éco-industrielles: la politique de la Thaïlande et les expériences du Japon et d'autres pays"), qui avait pour but de faire prendre conscience aux entrepreneurs thaïlandais de l'importance de la durabilité en matière de renforcement des capacités. La Princesse remercie l'ONUDI et le Gouvernement japonais d'avoir envoyé des participants pour animer ce séminaire et encourage l'Organisation à continuer de mettre l'accent sur l'énergie et l'environnement.

14. Elle félicite l'ONUDI pour son rôle actif dans la promotion de la coopération Sud-Sud et remercie le Centre de l'ONUDI pour la coopération industrielle

Sud-Sud, sis en Chine, et le Gouvernement chinois d'avoir fourni une coopération technique et organisé, en 2011, le premier Colloque sino-thaïlandais sur l'industrie du caoutchouc. L'ONUDI devrait maintenir son cadre de coopération Sud-Sud et redoubler d'efforts pour promouvoir l'utilisation de ses Centres pour la coopération industrielle Sud-Sud.

15. En avril 2012, la Thaïlande a lancé en coopération avec l'ONUDI un projet financé par le Fonds pour l'environnement mondial qui a pour but le transfert aux pays voisins membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) de technologies permettant de produire des biocarburants à partir de manioc.

16. Le ralentissement économique et l'engagement planétaire en faveur du développement durable ont contraint les pays en développement à concevoir des stratégies et des politiques nationales d'industrialisation durables afin de stimuler la croissance économique tout en protégeant l'environnement et en préservant leur compétitivité sur le marché mondial. L'ONUDI devrait continuer de fournir aux pays en développement des services de conseils spécialisés quant aux politiques industrielles à adopter.

17. **M. Audin** (France) dit que l'analyse SWOT et les informations communiquées par ailleurs aux États Membres fournissent une bonne base en vue d'élaborer des recommandations utiles pour l'avenir de l'ONUDI. La contrainte financière à laquelle l'ONUDI doit faire face implique l'établissement de priorités et l'identification de domaines stratégiques pour lesquels la valeur ajoutée de l'ONUDI n'est pas contestée. La taille modeste de l'Organisation, loin de constituer une faiblesse, est au contraire un atout. L'ONUDI devrait non seulement se concentrer sur les domaines pour lesquels elle dispose d'un mandat unique et d'une réelle expertise mais également rechercher des gains d'efficacité et développer une culture du partenariat, y compris avec le secteur privé. Le succès de l'ONUDI dans la collecte de fonds au cours des dernières années témoigne de la pertinence des priorités thématiques et de l'accent qui a été mis sur l'assistance technique. Les recommandations du groupe de travail informel devraient viser à améliorer l'efficacité de l'Organisation et à renforcer l'impact de ses actions. La France attache beaucoup d'importance à une transition vers une gestion axée sur les résultats.

18. **M. Odegaard** (Norvège) met en évidence l'importance de la problématique hommes-femmes ainsi que d'une croissance et d'une répartition des richesses équitables. Les femmes sont capables de contribuer immensément à la croissance et ne devraient pas être exclues des politiques afférentes. Pour ce qui est de la répartition équitable des richesses, force est de constater que si la croissance enregistrée ces dernières années a libéré des millions de personnes de la pauvreté, d'autres continuent d'en souffrir. En outre, une part de plus en plus grande des pauvres de la planète vit dans les pays à revenu intermédiaire et les inégalités entre riches et pauvres augmentent dans les pays les plus pauvres. M. Odegaard espère que le groupe de travail informel tiendra compte de ces éléments.

19. **M. Egwuatu** (Nigéria) dit que le Nigéria accorde une grande importance à la mission du groupe de travail informel, dont les travaux aideront à façonner l'avenir de l'ONUDI. L'analyse SWOT a donné aux États Membres une occasion majeure de construire une organisation viable et durable. M. Egwuatu espère que les efforts du groupe de travail permettront à l'ONUDI de se concentrer sur l'industrialisation des pays en développement, qui doit permettre de créer des emplois et de donner aux populations locales des moyens d'action sur le plan économique.

20. **M. Azeez** (Sri Lanka) dit que le groupe de travail informel a constitué un bon exemple de recherche de consensus. Il a accompli beaucoup au cours de l'année écoulée et réussi à donner un sens pratique à des notions qui semblaient initialement abstraites. L'analyse SWOT a été d'une grande utilité pour cerner les questions sources de désaccords. M. Azeez espère que grâce à la compréhension et à l'esprit de compromis des États Membres, ces différends pourront être réglés rapidement.

21. Le groupe de travail informel contribuera sans aucun doute à façonner l'avenir de l'ONUDI, mais il facilitera également le processus de succession à la tête de l'Organisation et aidera le nouveau Directeur général à déterminer les domaines spécifiques dans lesquels celle-ci pourrait intervenir. Dans ce contexte, M. Azeez souligne l'importance d'une transition en douceur. Au cours de la période de transition, le personnel permanent de l'ONUDI devrait veiller à ce que l'Organisation continue de fonctionner de manière efficace et rationnelle. Par ailleurs, l'expérience

institutionnelle acquise à cette occasion pourra s'avérer utile dans le futur.

22. Le pouvoir fédérateur de l'ONUDI devrait être mis à profit et renforcé de sorte à améliorer les services rendus par l'Organisation. Dans le même temps, il conviendrait de faire connaître plus largement le travail et l'intérêt de l'Organisation, de préférence à travers l'exécution de programmes ciblés.

23. Pour ce qui est du renforcement des capacités commerciales, les pays en développement font face au défi coûteux que représente l'adaptation à des normes sans cesse en évolution, ce qui restreint leur accès aux marchés. Le renforcement des capacités commerciales devrait donc consister non seulement à actualiser les normes, mais également à faciliter la recherche et le développement.

24. Sur les plans de l'énergie et de l'environnement, il est nécessaire de faire des progrès en matière de gestion durable des déchets industriels, domaine négligé par les organisations internationales qui s'efforcent de consolider leurs avantages compétitifs.

25. Enfin, pour faciliter la transition des solutions énergétiques conventionnelles aux énergies propres, l'ONUDI pourrait faire davantage que privilégier les technologies d'adaptation. Une assistance pourrait être apportée dans les domaines de la planification durable, de la préservation de la croissance et de la sécurité de l'emploi. L'Organisation devrait user de son pouvoir fédérateur pour rassembler les organisations intergouvernementales, les organismes des Nations Unies et les États Membres de l'ONUDI afin de traiter cette question.

26. M. Azeez espère que le groupe de travail tiendra compte des points qu'il a soulevés et élaborera les directives et les indicateurs appropriés en vue de les soumettre pour examen à l'ONUDI et à la Conférence générale à leurs prochaines sessions.

Questions relatives au personnel (IDB.40/2, IDB.40/18 et IDB.40/CRP.6)

27. **M. Rivera Mora** (Observateur d'El Salvador), s'exprimant au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, rappelle l'importance que le Groupe attache à la problématique hommes-femmes et à la représentation géographique. Il se réjouit que 21 des 48 fonctionnaires recrutés depuis la parution du précédent rapport sur les questions relatives au

personnel, en mai 2011, soient des femmes. Il appelle de ses vœux de nouveaux progrès en matière d'égalité entre les sexes au sein de l'Organisation et espère que davantage de femmes accéderont à des postes de direction.

28. S'agissant de la représentation géographique, il se dit préoccupé par la faible proportion de fonctionnaires originaires de pays de la région du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, une disparité que pourrait exacerber la diminution des recrutements susceptible de survenir en 2013 du fait des restrictions budgétaires annoncées.

29. De plus, le prochain départ à la retraite d'un grand nombre de fonctionnaires haut placés coïncidera avec l'entrée en fonction du nouveau Directeur général. M. Rivera Mora espère que ce concours de circonstances ne nuira pas au fonctionnement de l'ONUDI et que des mesures appropriées seront prises afin de garantir une transition en douceur.

30. Enfin, il remercie M. Victor Hinojosa, qui quitte ses fonctions de Chef du Programme pour l'Amérique latine et les Caraïbes, et lui souhaite le meilleur pour ses futures activités. Le travail accompli par M. Hinojosa et son équipe s'est avéré particulièrement fécond pour la région, et l'ONUDI devrait poursuivre dans cette voie. Il serait souhaitable que le prochain chef du Programme soit originaire de la région Amérique latine et Caraïbes afin de s'assurer que les projets menés répondent aux besoins de la région. M. Rivera Mora espère également que le bureau se verra renforcé par le recrutement d'administrateurs supplémentaires.

31. **M^{me} Umeda-Nishi** (Japon) dit que le Japon est heureux de constater les progrès réalisés en matière de représentation géographique. Le pays apprécierait par ailleurs de recevoir davantage de renseignements relatifs au personnel, comme des données sur les cessations de service et les réaffectations.

32. Le Japon se félicite des efforts déployés par l'ONUDI en matière d'élaboration de politiques du personnel, en particulier de l'introduction du Cadre de suivi du comportement professionnel, et espère que les informations pertinentes seront communiquées aux États Membres.

33. Le Japon soutient entièrement la politique de décentralisation, essentielle pour la mise en œuvre d'une coopération technique de qualité. Cependant,

une véritable décentralisation passe par la mise en place d'un système approprié et exige que les fonctionnaires des bureaux extérieurs possèdent les qualifications requises pour faire fonctionner ces derniers de manière efficace et rationnelle.

34. **M^{me} Antonopoulou** (Directrice du Service de la gestion des ressources humaines) remercie les délégations de leurs commentaires et de leurs conseils, dont il sera tenu compte. Les délégations intéressées sont invitées à demander de plus amples informations sur le nouveau Cadre de suivi du comportement professionnel, qui sera présenté lors d'une réunion d'information. Le représentant du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes a soulevé un point très important concernant la représentation géographique. Il faut effectivement améliorer la situation et mener des campagnes d'information ciblées, notamment au vu des perspectives de recrutement qui s'offrent dans le cadre du processus de planification de la relève. Pour ce faire, outre la campagne de publicité et d'information qu'il mène à l'échelle mondiale, le Service de la gestion des ressources humaines a demandé aux États Membres, au cours de discussions bilatérales, de lui fournir des renseignements sur les institutions professionnelles et techniques qui lui permettraient de cibler des candidats qualifiés. M^{me} Antonopoulou se félicite que certains États Membres aient communiqué les renseignements demandés. Son équipe reste à la disposition des délégations intéressées.

Innovation industrielle et capacité de production (IDB.40/24)

35. **M. Roca Rey** (Pérou), s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, se réjouit que le présent point ait été inscrit à l'ordre du jour à un moment où les États Membres s'emploient à honorer les engagements pris à la Conférence Rio+20. Pour relever les défis de demain, il importe de promouvoir l'innovation et les systèmes nationaux de production. L'innovation à long terme dans tous les secteurs de l'industrie est un facteur clef du succès des politiques industrielles, de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses conséquences ainsi que de la transition vers une nouvelle économie qui s'inscrive dans une logique de durabilité. L'ONUDI est appelée à jouer un rôle déterminant en matière de promotion de l'innovation. Le Groupe soutient la mise en œuvre du "Cadre décennal de programmation

concernant les modes de consommation et de production durables" (A/CONF.216/5) et le mécanisme d'aide au transfert de technologies approuvé par les États ayant participé à la Conférence Rio+20. L'ONUDI devrait également maintenir un dialogue de haut niveau avec la Commission de la science et de la technique au service du développement de l'Organisation des Nations Unies et aider les États Membres à appliquer les principes directeurs et les résolutions de cette Commission.

36. **M. Rivera Mora** (Observateur d'El Salvador), s'exprimant au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, remercie le Brésil d'avoir proposé l'inscription du présent point à l'ordre du jour. Le document publié sous la cote IDB.40/24 soulève des questions intéressantes qui ont trait à des domaines dans lesquels l'ONUDI dispose d'un large champ d'action. Premièrement, l'innovation est nécessaire pour garantir des niveaux de production suffisants et assurer la fourniture de biens et services publics et le respect des droits fondamentaux de l'homme. Cependant, elle suppose de parvenir à combler le fossé technologique qui existe entre les pays et à créer un environnement propice à une production accrue et de meilleure qualité grâce à des technologies novatrices. Deuxièmement, des mesures devraient être prises afin de renforcer les capacités en matière d'innovation et d'introduire de nouvelles technologies et méthodes de production. L'adoption de politiques nationales adaptées est indispensable pour promouvoir une innovation systématique et à long terme, l'utilisation rationnelle des ressources, l'optimisation de la consommation énergétique et l'instauration de méthodes de production durables. L'innovation constitue l'un des plus grands défis auxquels font face les pays à revenu intermédiaire et les pays en développement, et elle suppose que des politiques de développement soient menées dans de multiples domaines tels que l'éducation, la recherche, le commerce, le développement des entreprises, le développement local ou la préservation et la protection de l'environnement.

37. Vu son expérience et ses connaissances, l'ONUDI est appelée à jouer un rôle important dans la promotion de l'innovation et dans la mise en œuvre du Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables (A/CONF.216/5). Elle devrait de plus évaluer les options dont elle dispose pour créer un mécanisme

visant à promouvoir le développement, le transfert et la diffusion de technologies propres et respectueuses de l'environnement, conformément à ce qui a été prévu lors de la Conférence Rio+20. Le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes encourage l'ONUDI à relever ce défi et à envisager d'établir une coopération de haut niveau avec la Commission de la science et de la technique au service du développement, en aidant les États Membres à mettre en œuvre les recommandations de la Commission.

38. L'ONUDI devrait également mettre l'accent sur l'innovation dans le cadre de ses activités liées à la coopération Sud-Sud, en tenant compte du fait que les pays en développement font face à des défis similaires et qu'il existe des disparités technologiques entre eux.

39. **M. Flores Pinto** (Brésil) remercie les États Membres d'avoir accepté d'inscrire le présent point à l'ordre du jour.

40. En 2013, le Conseil économique et social organisera ses travaux pour l'examen ministériel annuel autour du thème "La science, la technologie et l'innovation, ainsi que les perspectives ouvertes par la culture, au service de la promotion du développement durable et de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement". La science, la technologie et l'innovation sont au cœur même des conclusions de la Conférence Rio+20, d'Action 21 et du Plan de mise en œuvre de Johannesburg. M. Flores Pinto salue le travail de l'ONUDI dans ces domaines, notant que l'Organisation a apporté une contribution déterminante à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement de 1979 et au Programme d'action de Vienne qui a été formulé à l'issue de cette conférence et qui a défini le cadre multilatéral de l'action en faveur de la science, de la technologie et de l'innovation. De la même façon, les propositions formulées à l'occasion de la troisième Conférence générale de l'ONUDI, tenue en 1980, ont porté leurs fruits 30 ans plus tard, aboutissant à la création du mécanisme de Cancun pour les technologies relatives aux changements climatiques lors de la seizième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

41. Comme précisé dans le document A/67/348, il est vital de réduire la consommation et la pollution et de permettre parallèlement aux populations pauvres d'accéder à un niveau de vie satisfaisant. Il devient

ainsi impératif, tant sur le plan moral que politique, de s'engager sur la voie de l'innovation technologique, les efforts que déploient les pays pour atténuer le changement climatique et s'y adapter ne pouvant aboutir sans l'introduction de techniques et de méthodes novatrices dans tous les secteurs de l'industrie. La transition vers une économie s'inscrivant dans une logique de durabilité exige des politiques nationales ambitieuses, propres à encourager une innovation systématique et à long terme. L'ONUDI a un rôle déterminant à jouer dans la promotion de l'innovation et devrait diriger la mise en œuvre du Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables (A/CONF.216/5) et le mécanisme d'aide au transfert de technologies, comme les États Membres en sont convenus à la Conférence Rio+20.

42. Les sociétés œuvrent au développement industriel non seulement pour renforcer la puissance et la fierté nationales, mais aussi pour donner à leurs citoyens des moyens de se prendre en charge et protéger les droits fondamentaux de l'homme. Parce qu'elle permet une amélioration continue de la productivité, l'innovation industrielle est l'un des principaux facteurs qui déterminent la capacité d'une société à offrir des services publics et à accorder des droits fondamentaux à ses citoyens. Le développement industriel n'est pas un choix mais une obligation qui s'impose à tous les gouvernements.

43. Sur le plan de l'innovation, le mandat de l'ONUDI n'empiète pas sur celui des autres organisations du système des Nations Unies : il les complète. L'ONUDI peut aider de façon décisive les États Membres à renforcer leurs capacités en matière d'innovation – l'innovation étant une condition essentielle de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et contribuant à renforcer le rôle que jouent les petites et moyennes entreprises (PME) dans le développement national. Les PME étant des acteurs décisifs de la croissance et de l'élimination de la pauvreté, il est essentiel de favoriser leur développement et de renforcer leurs capacités d'innovation.

44. Le Brésil espère que ce nouveau point sera inscrit à l'ordre du jour des futures sessions du Conseil du développement industriel et qu'il aidera l'Organisation à recouvrer sa position politique et à apporter une

contribution conceptuelle significative aux activités plus générales des Nations Unies.

Questions relatives aux organisations intergouvernementales, non gouvernementales, gouvernementales et autres (IDB.40/20 et IDB.40/23)

45. Le Président dit que le Bureau a étudié et accepté les candidatures de deux organisations non gouvernementales (ONG) qui avaient demandé à bénéficier du statut consultatif auprès de l'ONUDI, à savoir l'Union internationale du gaz (UIG) et Global Alliance of SMEs (GASME).

46. **M. Egwuatu** (Nigéria), s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, se réjouit des candidatures de l'UIG et de GASME, car les activités menées par ces deux organisations dans les domaines de l'énergie, de l'environnement et du renforcement des capacités commerciales complètent celles de l'ONUDI.

47. **M. Wang Shichun** (Chine) dit qu'en travaillant avec des organisations non gouvernementales et gouvernementales, l'ONUDI élargira ses activités de coopération. La Chine approuve les deux candidatures et espère que l'ONUDI fera régulièrement le bilan de sa coopération avec ce genre d'organisations et tiendra les États Membres informés de la situation.

Ordre du jour provisoire et date de la quarante et unième session (IDB.40/CRP.7)

48. Le Président appelle l'attention sur la note du Directeur général se rapportant à l'ordre du jour provisoire et à la date de la quarante et unième session du Conseil du développement industriel, note qui a été publiée en tant que document de séance sous la cote IDB.40/CRP.7.

La séance est levée à 11 h 15 et reprend à 11 h 50.

Présentation des projets de décision (IDB.40/L.2 à L.14)

49. **Le Président** dit que, à l'exception d'un projet de décision concernant la demande de statut consultatif présentée par deux organisations non gouvernementales, qui a été approuvée par le Bureau, et du projet de décision intitulé "Date et lieu de la quinzième session de la Conférence générale", déjà adopté, les projets de décision sur les divers points de l'ordre du jour ont été examinés dans le cadre de

consultations informelles présidées par M. Osawa (Japon), qui va faire le point desdites consultations.

50. **M. Osawa** (Japon), s'exprimant en sa qualité de Président des consultations informelles, indique que 11 documents ont été examinés et approuvés. En ce qui concerne la mise en place d'enregistrements numériques (IDB.40/25), les participants aux consultations informelles ont recommandé que les discussions soient reportées à la vingt-neuvième session du Comité des programmes et des budgets. M. Osawa remercie toutes les délégations qui ont pris part aux consultations de la bonne volonté et de l'esprit de compromis dont elles ont fait preuve.

51. **Le Président** indique qu'il présentera comme ses propres projets les projets de décision approuvés par consensus au cours des consultations en vue de leur examen par le Conseil, en même temps qu'il présentera les projets de décision approuvés par le Bureau.

Rapport annuel du Directeur général sur les activités de l'Organisation pour 2011 (suite) (IDB.40/2, IDB.40/CRP.2, IDB.40/CRP.11 et IDB.40/L.12)

52. **Le Président** appelle l'attention sur le projet de décision IDB.40/L.12, intitulé "Mise en réseau des connaissances et échange de connaissances".

53. *Le projet de décision est adopté.*

Rapport du Comité des programmes et des budgets (suite) (IDB.40/12)

a) Rapport du Commissaire aux comptes (suite) (IDB.40/3 et IDB.40/L.4)

54. **Le Président** appelle l'attention sur le projet de décision IDB.40/L.4.

55. *Le projet de décision est adopté.*

b) Situation financière de l'ONUDI (suite) (IDB.40/4, IDB.40/11 et Add.1, IDB.40/22, IDB.40/25, IDB.40/L.5 et IDB.40/L.6)

56. **Le Président** appelle l'attention sur le projet de décision IDB.40/L.5, intitulé "Situation financière de l'ONUDI".

57. *Le projet de décision est adopté.*

58. **Le Président** appelle l'attention sur le projet de décision IDB.40/L.6, intitulé "Demande faite par

l'Ukraine pour que ses droits de vote soient rétablis sur la base d'un plan de paiement".

59. *Le projet de décision est adopté.*

c) **Renforcement des programmes de l'ONUDI au moyen du solde inutilisé des crédits ouverts** (*suite*) (IDB.40/5, IDB.40/6*, IDB.40/7, IDB.40/8, IDB.40/CRP.4 et IDB.40/CRP.5)

60. Aucun projet de décision n'ayant été soumis au titre de ce point, **le Président** propose que le Conseil prenne note de la documentation fournie.

61. *Il en est ainsi décidé.*

d) **Mobilisation des ressources financières** (*suite*) (IDB.40/2, IDB.40/9 et IDB.40/L.8)

62. **Le Président** appelle l'attention sur le projet de décision IDB.40/L.8.

63. *Le projet de décision est adopté.*

Activités du Groupe de l'évaluation (*suite*) (IDB.40/13 et IDB.40/CRP.8)

64. Aucun projet de décision n'ayant été soumis au titre de ce point, **le Président** propose que le Conseil prenne note de la documentation fournie.

65. *Il en est ainsi décidé.*

Activités du Corps commun d'inspection (*suite*) (IDB.40/14)

66. Aucun projet de décision n'ayant été soumis au titre de ce point, **le Président** propose que le Conseil prenne note de la documentation fournie.

67. *Il en est ainsi décidé.*

Activités de l'ONUDI dans le domaine de l'environnement et de l'énergie (*suite*) (IDB.40/15, IDB.40/16 et IDB.40/L.13)

68. **Le Président** appelle l'attention sur le projet de décision IDB.40/L.13.

69. *Le projet de décision est adopté.*

Examen des progrès des délibérations du groupe de travail informel (*suite*) (IDB.40/10, IDB.40/17, IDB.40/CRP.9 et IDB.40/CRP.10)

70. Aucun projet de décision n'ayant été soumis au titre de ce point, **le Président** propose que le Conseil prenne note de la documentation fournie.

71. *Il en est ainsi décidé.*

Questions relatives au personnel (*suite*) (IDB.40/2, IDB.40/18 et Corr.1 et IDB.40/L.9)

72. **Le Président** appelle l'attention sur le projet de décision IDB.40/L.9.

73. *Le projet de décision est adopté.*

Questions relatives aux organisations intergouvernementales, non gouvernementales, gouvernementales et autres (*suite*) (IDB.40/20, IDB.40/23 et IDB.40/L.3)

74. **Le Président** appelle l'attention sur le projet de décision IDB.40/L.3, intitulé "Demandes de statut consultatif présentées par des organisations non gouvernementales".

75. *Le projet de décision est adopté.*

Processus de sélection pour le poste de Directeur général: mise en place d'un forum des candidats (*suite*) (IDB.40/21 et Add.1, IDB.40/26, IDB.40/L.10 et IDB.40/L.14)

76. **Le Président** appelle l'attention sur le projet de décision IDB.40/L.10, intitulé "Forum des candidats au poste de directeur général".

77. *Le projet de décision est adopté.*

78. **Le Président** appelle l'attention sur le projet de décision IDB.40/L.14, intitulé "Procédure à suivre pour la nomination du Directeur général".

79. *Le projet de décision est adopté.*

Innovation industrielle et capacité de production (*suite*) (IDB.40/24 et IDB.40/L.7)

80. **Le Président** appelle l'attention sur le projet de décision IDB.40/L.7.

81. *Le projet de décision est adopté.*

Ordre du jour provisoire et date de la quarante et unième session (suite) (IDB.40/CRP.7 et IDB.40/L.11)

82. **Le Président** appelle l'attention sur le projet de décision IDB.40/L.11.

83. *Le projet de décision est adopté.*

Adoption du rapport (IDB.40/L.1)

84. **M^{me} Tangkittikhun** (Thaïlande), Rapporteure, présentant le document IDB.40/L.1, dit que le projet de rapport est incomplet faute de temps. La version définitive, qui rendra compte de l'ensemble des délibérations, y compris les décisions adoptées, sera établie en étroite consultation avec les Amis du Rapporteur.

85. **Le Président** dit que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil souhaite adopter le projet de rapport dans son ensemble, étant entendu que le Rapporteur en établira la version définitive en consultation avec les Amis du Rapporteur le plus tôt possible après la clôture de la session.

86. *Il en est ainsi décidé.*

Déclaration de la Commissaire chargée du commerce et de l'industrie de l'Union africaine

87. **M^{me} Acyl** (Commissaire chargée du commerce et de l'industrie de l'Union africaine) dit que la Commission de l'Union africaine apprécie le soutien technique et financier que l'ONUDI lui a accordé ces sept dernières années. Malheureusement, la part de l'Afrique dans la production industrielle et les exportations de produits manufacturés au niveau mondial reste très faible comparée à celle des autres régions en développement. L'Afrique croit en l'industrialisation, et les dirigeants africains sont déterminés à saisir les nouvelles possibilités de développement industriel qui s'offrent à eux en vue de transformer de manière efficace et durable l'économie de leurs pays. En janvier 2008, la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine a approuvé et adopté un vaste plan d'action en faveur du développement industriel de l'Afrique, plan qui a été élaboré avec le soutien et l'engagement total de l'ONUDI. Ce plan d'action est devenu le pilier de la transformation industrielle du continent et met à profit les enseignements tirés de 10 années de développement industriel en Afrique.

88. Au cours des sept années écoulées, la Conférence des ministres africains de l'industrie a coopéré étroitement avec l'ONUDI afin de concevoir des programmes conjoints avec l'Union africaine. La Commission de l'Union africaine salue la volonté inébranlable de l'ONUDI de s'attaquer aux questions du respect des normes internationales, de l'emploi des jeunes, des capacités commerciales et de la création de valeur ajoutée. Le défi auquel fait face l'Afrique est redoutable et, pour le relever, il faut que toutes les parties prenantes, en particulier l'ONUDI, jouent leur rôle et œuvrent de concert. Il est vital de continuer de bâtir un partenariat solide et durable avec l'ONUDI afin de briser le cercle vicieux constitué, en Afrique, par la faiblesse des capacités de production, la vulnérabilité économique et la pauvreté.

Clôture de la session

89. **M. Yumkella** (Directeur général) témoigne sa gratitude aux nombreux ministres et hauts fonctionnaires qui ont pris part à la quarantième session et dont la présence traduit la confiance renouvelée des États Membres en l'ONUDI. Il apprécie les multiples déclarations de soutien et d'encouragement faites par les représentants, au nom des groupes régionaux et de leurs pays. Il se réjouit du succès de cette session et se dit reconnaissant de l'esprit de coopération grâce auquel il a été possible de mener à bien un programme aussi chargé en si peu de temps. Bonne note a été prise des nombreuses questions importantes qui ont été soulevées par les États Membres, et il en sera dûment tenu compte. M. Yumkella se dit satisfait du consensus auquel le Conseil est parvenu sur les procédures à suivre pour la nomination du prochain Directeur général. Ce consensus permettra de se concentrer sur les moyens d'assurer une transition efficace au sein de la direction de l'ONUDI. Il est également heureux de constater qu'un soutien a été exprimé en faveur du fait que l'importance d'un développement industriel durable et équitable et la pertinence du mandat de l'ONUDI soient reconnues dans le contexte des objectifs de développement durable, des objectifs du Millénaire pour le développement et du programme de développement pour l'après-2015. Il attend avec impatience l'aboutissement des travaux du groupe de travail informel, dont le mandat de l'Organisation sortira renforcé pour la période difficile qui s'annonce. Il remercie le Conseil du développement industriel

d'avoir pris la décision historique d'organiser la prochaine Conférence générale de l'ONUDI à Lima en 2013 et espère que, tous les quatre ans, l'ONUDI se réunira dans une région différente afin d'aller à la rencontre de ses multiples partenaires. À la quarantième session, les processus démocratiques de l'Organisation ont été suivis pour que soit assurée la transition vers une nouvelle administration. Il remercie les membres de la direction de l'ONUDI, en particulier MM. Ajmal, Piskunov et Lütkenhorst, pour le travail qu'ils ont accompli au sein de l'Organisation. Ils ont obtenu beaucoup de résultats positifs ces sept dernières années et ont posé des bases solides pour la nouvelle direction d'une Organisation dotée d'une équipe technique efficace, susceptible de la porter vers de nouveaux sommets. Au cours de ses huit derniers mois en tant que Directeur général, M. Yumkella travaillera sans répit pour poursuivre le dur labeur de l'ONUDI et pour léguer à la future équipe de direction une Organisation forte et viable.

90. **Le Président** sait gré à tous les membres du Conseil du développement industriel de l'esprit de coopération qui prévalu tout au long de la session et qui a permis aux délibérations d'être couronnées de succès. Il exprime également sa reconnaissance à M. Yumkella et à l'ensemble des membres du Secrétariat. Il remercie M^{me} Haidara et son équipe, les interprètes de leur souplesse ainsi que les fonctionnaires des conférences et tous les autres membres du Secrétariat dont le travail, en coulisse, a contribué au bon déroulement des réunions du Conseil. Il déclare close la quarantième session du Conseil du développement industriel.

La séance est levée à 12 h 20.